

NATIONS UNIES

CONSEIL ASIEN

DE TUTELLE



Distr.
GENERALE

T/PET.7/267/Add.1
le 27 septembre 1951

ORIGINAL : FRANCAIS

PETITION de M. AUGUSTINO DE SOUZA
CONCERNANT LE TOGO SOUS ADMINISTRATION FRANCAIS

Note du Secrétaire général : Conformément à l'article 85 et à l'article complémentaire F du règlement intérieur du Conseil de tutelle, le Secrétaire général a l'honneur de transmettre ci-joint aux membres du Conseil de tutelle et au Gouvernement italien, en sa qualité d'Autorité chargée de l'administration du Territoire sous tutelle de la Somalie, une communication en date du 29 août 1951, émanant de M. Augustino de Souza, Président général du Comité de l'Unité togolaise, et concernant le Territoire sous tutelle du Togo sous administration française.

C O P I E

U N I T E T O G O L A I S E

Association autorisée par arrêté N° 131-bis du 13 mars 1941

(J. O. T. 1941, P. 174)

ADRESSE TELEGR. :
"UNITOGO"

B.P. 25
Lomé (Togo)

Ref. N°

Lomé, le 29 août 1951

LE PRESIDENT GENERAL
du COMITE
DE L'UNITE TOGOLAISE

à Monsieur le SECRETAIRE GENERAL
de l'Organisation des Nations Unies

à LAKE-SUCCESS

Monsieur le Secrétaire général,

J'ai l'honneur de vous confirmer mon télégramme du 27 août annonçant l'incident sanglant et douloureux qui s'était produit à VOGAN le 23 août 1951.

Ainsi que je vous l'ai signalé dans mon télégramme, la cause de cet incident est un litige concernant le choix du successeur d'un chef de canton qui vient de mourir. Je vous envoie en communication (voir annexe I) une lettre écrite par les notabilités du village pour proposer à Monsieur le Commissaire de la République que le premier Conseiller du Chef défunt soit accepté comme régent jusqu'à ce que les funérailles soient terminées suivant nos coutumes. Il faut noter ici que l'Administration locale a déjà choisi un des fils du défunt dénommé JACOB KALIPE comme successeur sans l'assentiment de la population. Qui est cet homme ? Jacob Kalipé, chef de quartier, est un fils du défunt. Son ambition ne connaissant pas de bornes, ses agissements peu scrupuleux ont obligé son père de son vivant à le désavouer et à le rejeter non seulement comme successeur éventuel, mais même comme un simple collaborateur. (annexe II). Il est naturellement aussi un membre militant du Parti togolais du Progrès.

Conformément à l'arrêté N° 951 APA du 2 décembre 1949 l'Administration locale ne pouvait pas et ne devait pas intervenir dans le choix d'un successeur à une chefferie indigène. Or, depuis la première lettre des Notables du village de Vogan, le Gouverneur ainsi que le Commandant de cercle d'ANECHO ont déclaré officiellement qu'ils maintenaient Jacob Kalipé comme le successeur du feu Chef Kalipé et que toute opposition à son autorité serait brisée. Pour appuyer cette déclaration, le Commandant de cercle a détaché à Vogan pour y résider, des gendarmes européens et africains. Ceux-ci avaient pour but principal d'imposer l'autorité de Jacob Kalipé. Par différents moyens ils ont provoqué la population en gifflant les passants, donnant des coups de pieds aux femmes, en renversant les étalages des revendeuses au marché, etc... Ces provocations ont eu pour résultat de raffermir l'opposition à l'autorité de Jacob Kalipé. Le Commandant de cercle envoya alors des renforts à Vogan en qualité de miliciens.

Le jeudi 23 août vers sept heures du matin, trois miliciens s'étaient mis à giffler un jeune homme pour la seule raison qu'il les regardait. Celui-ci demanda une explication. Entre temps d'autres villageois sont venus à son secours et ont pris sa défense. Une bagarre s'en suivit au cours de laquelle les miliciens se servaient de leurs baïonnettes, les villageois de bâtons et de pierres. Un milicien et quelques villageois furent blessés. Les miliciens, qui n'avaient pas de cartouches, s'étant sauvés, les villageois rentrèrent chez eux. Plus tard, dans la même matinée, les miliciens qui ont reçu des renforts du Commandant de cercle, ont procédé à l'arrestation d'un villageois qu'ils ont ligotté, et roué de coups. Les villageois, immédiatement alertés, se sont présentés pour libérer leur compatriote. C'est au cours de cette manifestation que les villageois ont lancé des pierres et que les miliciens ont répondu en ouvrant le feu sur la foule. Les villageois, voyant tomber leurs camarades et n'ayant d'autres armes que des pierres, se sont sauvés.

Les morts ont été laissés sur place de 10 heures à 17 heures avant que les parents soient venus les chercher. Les miliciens n'ont fait aucun geste pour ramasser les morts ou les blessés.

Depuis cet incident d'autres renforts ont été envoyés sur les lieux et occupent militairement le pays avec toute la rigueur d'une occupation militaire dans un pays conquis.

Le "TOGO FRANCAIS" en date du 27 août a publié la version officielle de l'incident. Je vous envoie en communication un exemplaire de ce journal (voir annexe III). Ce reportage démontre clairement que l'Administration locale a pour seul souci d'imposer son autorité en toute circonstance sans recourir aux méthodes de conciliation pourtant recommandées et facilement acceptables surtout dans les litiges concernant les chefferies.

Il y a un malaise général dans ce pays. Le Commissaire de la République, agissant sans doute conformément à l'ordre reçu, met tout en oeuvre, pour briser l'esprit de tous ceux qui veulent assurer à ce pays son émancipation. On nous parle de self-government et d'indépendance, on recommande à la Puissance Administrante d'encourager et de favoriser la liberté d'expression au Togo sous tutelle française, et jusqu'ici nous n'avons même pas le droit le plus fondamental, le plus élémentaire de nous prononcer sur le choix d'un petit chef de village.

Il est temps qu'on se demande si le Conseil de Tutelle veut sincèrement poursuivre la réalisation de son idéal annoncé au monde entier ou si le Conseil a depuis, perdu la foi dans cet idéal. Dans ce dernier cas il ne resterait plus pour les colonisés, que de recourir aux méthodes traditionnelles de libération du joug des impérialistes.

Néanmoins nous souhaitons ardemment que les efforts des Nations Unies destinés à libérer le monde de la peur et de la misère triomphent un jour.

Je vous prie de croire, Monsieur le Secrétaire général, à l'assurance de ma très haute considération et de mes sentiments très distingués.-

(signé) A. de Souza

Augustino de SOUZA

(8 Pièces jointes).

Reçu au siège des Nations Unies le 5 septembre 1951.

C O P I E

ANNEX I

Anécho, le 16 juillet 1951.

Les nommés : Adoukoué Stéphan. Tengué Agbo. Edmond Anowodji. Thomas Agbéwolé.
Alofa Evéiji. Stéphan Fanyossé. Kangni Gavoin. Ayigblé Aziangblé.
Konvi Komlangan. Augustin Gnadéaménou. Afanbournon. Klohun.
Mathias Adjra. Djikou Aziantro. Afannou Kpon. Sylvestre Gozo.
Ben Agboto. Koumano Ayivi. Toudji Alidjinou. Alphonse Tengué.
Kantchan Azobli. Gnazoubou Agbidi et John Lotchi, tous demeurant et
domiciliés à Vogan (Cercle d'Anécho).

à Monsieur l'Administrateur de la France d'Outre-Mer
Commandant le Cercle d'Anécho

Monsieur l'Administrateur,

Nous avons l'honneur de vous adresser cette lettre à la suite de notre précédente en date du 30 juin 1951, pour porter à votre connaissance que transmission de votre lettre N° 1449 du 7 juillet 1951 nous a été faite par M. Jacob KALIPE.

De celle-ci, nous avons relevé ce qui suit : "Les intérêts de Vogan ont été confiés depuis plusieurs années, compte tenu de l'état de santé précaire du Chef Paul KALIPE à son fils Jacob désigné comme chef adjoint."

Nous osons vous exprimer notre étonnement, et nous vous serions reconnaissants, Monsieur l'Administrateur, de bien vouloir nous faire connaître quand et par qui M. Jacob KALIPE aurait été désigné comme chef adjoint de Vogan.

Permettez-nous, Monsieur l'Administrateur, de vous exposer que notre coutume faisant règle générale en matière de chefferie indigène n'impose pas d'office la dynastie, c'est-à-dire que la succession du commandement autochtone de père en fils ne s'effectue pas sans la consultation populaire du village intéressé.

En conséquence, nous vous prions d'avoir la bonté de reconsidérer la teneur de notre lettre du 30 juin qui dénote la position que nous maintenons.

Veillez agréer, Monsieur l'Administrateur, l'expression de nos sentiments très respectueux.

Stéphan Adoukoué :	Tengué Agbo :	Edmond Anowouji :	Thomas Agbéwolé
x	x	(signé)	x
Alofa Evédji	Stéphan Fanyossè	Kangni Gavoin	Ayigblé Aziangblé
x	x	x	x
Konvi Komlangan	Agustin Gnadéamenou	Afanbougnon Klohun	
x	x	x	
Mathias Adjra	Djikou Aziantro	Afannou Kpon	
(signé)	x	x	
Sylvestre Gozo	Ben Agboto	Koumavo Ayivi	
x	x	x	
Toudji Alijijinou	Alphonse Tengué	Kantchan Azobli	
x	x	x	
Gnazoubou Agbidi	John Lotchi		
x	x		

Basilé S. AHOVEY
Agent d'Affaires

Anécho

Copie conforme

Le Secrétaire de l'U. T.

(signature illisible)

C O P I E

Annexe 1

Anécho, le 6 Août 1951

Les nommés : Adjoukoué Stéphan, Tengué Agbo, Edmond Anowodji, Thomas Agbéwolé, Alofa Evédji, Stéphan Fanyossè, Kangni Gavoin, Ayiblé Aziangblé, Konvi Komlangan, Augustin Gadéaménou, Afanbougnon Klohun, Mathias Adjra, Dikou Aziantro, Afannou Kpon, Sylvestre Gozo, Ben Agboto, Koumavo Ayivi, Toudji Alidjinou, Alphonse Tengué, Kantchan Azobli, Ghazoubou Agbidi et John Lotchi, tous demeurant et domiciliés à Vogán: (Cercle d'Anécho)

à Monsieur le Gouverneur de la France d'Outre-Mer,
Commissaire de la République au Togo à Lomé
s/c de Monsieur l'Administrateur en Chef de la France d'Outre-Mer,
Commandant le Cercle d'Anécho.

Monsieur le Gouverneur,

Nous avons l'honneur de vous faire tenir ci-joint : a/ Copie conforme de notre lettre collective en date du 30 juin 1951, b/ Copie conforme de notre lettre collective en date du 16 juillet 1951, toutes deux adressées à M. le Commandant de Cercle d'Anécho pour lui exposer la situation dans laquelle se trouve depuis quelques temps notre village de Vogán en fait de commandement indigène, et la position que la population de Vogán a cru devoir prendre pour voir continuer provisoirement l'exercice de ce commandement indigène.

La réponse que M. le Commandant de Cercle d'Anécho a bien voulu donner à notre première lettre collective nous est parvenue par voie de copies à nous respectivement adressées par les soins de M. Jacob KALIPE, fils de notre honorable Chef, M. Paul KALIPE.

A la suite de notre seconde lettre sus-référenciée, demeurée jusqu'ici sans réponse de la part de notre Commandant de Cercle, les anciens et notables de notre village avaient eu l'idée de procéder à une entrevue avec les membres de la famille KALIPE au sujet de la question de chefferie du village, et ce conformément à la coutume nous régissant. C'est ainsi qu'au préalable ils avaient eu soin d'en aviser le doyen d'âge de la Maison KALIPE, le sieur TOGBONOU qui, sans hésitation, donna son accord de principe au projet d'entrevue de la population.

Au jour fixé, c'est-à-dire le Samedi 28 juillet 1951 la population de Vogan se rendit, dans la matinée, chez les membres de la famille KALIPE. Le sieur TOGBONOU qui avait pourtant été avisé y brilla par son absence : il était parti au champ. M. Jacob KALIPE également averti du rendez-vous était absent aussi, ayant refusé de s'y rendre.

Néanmoins, une délégation de la famille KALIPE composée comme suit : M.M. Amouzou ZEBADA, Ferdinand KALIPE, ses frères Christophe KALIPE, Albert KALIPE et Emile MECHON répondit à l'appel de la population et l'entrevue eut lieu sous le petit arbre situé au devant de la maison du Chef KALIPE. Au cours de cette entrevue a été confirmé la décision que la population de Vogan avait prise et portée à la connaissance de notre Commandant de Cercle, décision selon laquelle le grand sous-chef Amouzou ZEBADA était considéré comme le Chef intérimaire de Vogan, en raison de l'état de santé très précaire du titulaire M. Paul KALIPE. La délégation de la famille KALIPE présente au rendez-vous a pris bonne note de la décision de la population et a purement et simplement donné son accord qui a été retenu par nous tous.

Or, le lundi 30 juillet 1951, 9 de nos congénères ont été invités par voie de convocation à comparaître devant M. le Juge de Paix d'Anécho venu à Vogan pour subir un interrogatoire. Ils avaient à répondre de l'entrevue du Samedi 28 juillet à laquelle l'on prêtait le caractère d'une réunion publique tenue sans autorisation administrative. Nous ignorons pour le moment si le fait pour lequel nos congénères ont été convoqués et interrogés ferait l'objet d'un procès devant la justice.

Par ailleurs, depuis jeudi dernier, 2 Août, nous constatons la présence à Vogan d'une fraction de la brigade de la Gendarmerie Nationale d'Anécho, et,

le Vendredi 3 Août, vers 19 heures, nous entendîmes le sonneur de gongon informer le public que M. Jacob KALIFE nous faisait connaître qu'ayant été nommé chef-adjoint du village de Vogan, depuis 13 ans entendait exercer dès à présent les fonctions de chef de village; que par voie de gongon les chefs des quartiers de Vogan avaient le devoir d'inviter chacun les habitants de sa circonscription à aller exécuter les travaux de prestation sur les routes; que les femmes enceintes devaient aller faire leur accouchement à la maternité de Vogan; que celles qui auraient accouché en dehors de la maternité seraient passibles d'une amende de 1.200 francs, tandis que les hommes qui n'auraient pas obtempéré à l'ordre d'exécuter les travaux de prestation, ou les chefs de quartier qui n'auraient pas invité ses administrés à effectuer ces travaux seraient arrêtés et roués de coups par les gendarmes qu'il dit être mis à sa disposition; que toutes manifestations publiques, musiques et divertissements quelconques devaient être soumis à son autorisation préalable.

Nous osons vous approcher respectueusement, Monsieur le Gouverneur, par la présente, pour vous dire que les déclarations faites par le sonneur de gongon sur l'ordre de M. Jacob KALIFE n'impliquent qu'intimidations et nous croyons devoir élever protestation contre cet état de chose qui nous a causé une surprise désagréable.

Nous profitons de cette occasion pour porter à votre connaissance qu'il est vrai qu'il y a quelques années, notre chef de village M. Paul KALIFE, trompé sans doute par la déférence de son fils Jacob KALIFE, déférence qui cachait au fond sa malignité et sa ruse, avait voulu investir ce dernier des fonctions de chef-adjoint de Vogan. Mais entre temps, le Chef Paul KALIFE ravisé par suite de multiples fautes commises à son égard par le même Jacob KALIFE qui finalement fut poursuivi, jugé et condamné à la peine de prison par le Tribunal de Zébé,, a depuis lors retiré à M. Jacob KALIFE l'investiture qu'il lui réservait. Et depuis lors aussi la population de Vogan savait que les fonctions de la chefferie de Vogan n'étaient assurées que par le Chef KALIFE lui-même assisté de ses sous-chefs entre autres M. Amouzou ZEBADA pour ne citer que celui-là.

En conséquence, nous nous permettons de vous faire connaître, Monsieur le Gouverneur qu'en raison de l'état de santé du Chef KALIFE devenu incapable de continuer l'exercice du commandement indigène de Vogan, c'est à son sous-chef

ZEBADA que nous avons cru utile de confier ces fonctions à titre provisoire jusqu'au moment où le chef Paul KALIPE serait remis ou que la désignation d'un nouveau titulaire traditionnel s'imposerait, conformément aux textes officiels actuellement en vigueur.

Dans l'espoir que vous daignerez donner à notre présente lettre toute la considération qu'elle mérite, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Gouverneur, l'hommage de notre profond respect.

Aloukoué Stephan :	Tengué Agbo :	Edmond Anowodji :
Thomas Agbéwolé :	Alofa Evédji :	Stéphan Fanyossè :
Kangni Gavoin :	Ayigblé Aziangblé :	Konvi Komlangan :
Augustin Gnadéaménou :	Afanbougnon Klohun :	Mathias Adjra :
Djikou Aziantro :	Afannou Kpon :	Sylvestre Gozo :
Ben Agboto :	Koumavo Ayivi :	Toudji Alidjinou :
Alphonse Tengué :	Kantchan Azobli :	Gnazoubou Agbidi :
John Lotchi :		

L'Agent d'Affaires :

Pour copie conforme -

Sec. L'Unité Togolaise

(Signature illisible)

C O P I E

Annexe I

Anécho, le 30 juin 1951

Les nommés: Stéphan Adoukoué, Tengué Agbo, Edmond Anowodji, Thomas Agbéwolé, Alofa Avédji, Stéphan Fanyossé, Kangni Gavoin, Ayigblé Aziangblé, Konvi Komlangan, Augustin Gnadsaménou, Afanbougnon Klohun, Mathias Adjra, Djikou Aziantro, Afannou Kpon, Sylvestre Gozo, Ben Agboto, Koumavo Ayivi, Toudji Alidjinou, Alphonse Tengué, Kantchan Azobli, Gnazoubou Agbidi et John Lotchi, tous demeurent et domiciliés à Vogan (Cercle d'Anécho).

à Monsieur l'Administrateur en Chef de la France d'Outre-Mer
Commandant le Cercle d'Anécho.

Monsieur l'Administrateur,

Agissant en représentation de tous les quartiers du village de Vogan, à savoir : Adjirigo, Amoédji, Atapé, Hlakomé, Sopé, Adoukomé, Bamé, Assiko, Sagada et Totchoagni, nous susdésignés et soussignés, avons l'honneur de vous adresser cette lettre pour vous exposer ce qui suit :

Depuis un an environ, M. Paul KALIPE, notre Chef de village se trouvait empêché de continuer à assumer le commandement autochtone de notre village, parce que malade et alité. A l'heure même où nous faisons tracer ces lignes, le bruit court sous le manteau que ce vénérable Chef, chargé du poids de son âge, ne serait plus.

Par voie de conséquence, étayés du droit coutumier dont nous entendons user, nous venons, avec le plus grand respect, vous faire connaître que la plus grande majorité de la population de Vogan a décidé de présenter aux Autorités administratives le grand sous-chef, M. Amouzou ZEBADA qui est appelé à servir d'intermédiaire entre les habitants de Vogan et l'administration locale.

Le choix que nous venons de porter sur M. ZEBADA est on ne peut plus judicieux, car celui-ci est non seulement un grand sous-chef, mais surtout le neveu du Chef KALIPE et partant le "grand cousin" de tous les enfants de ce dernier.

D'autre part, depuis la prise du commandement indigène de M. KALIPE, c'est M. ZEBADA qui occupait le premier rang de ses collaborateurs. Tous les deux ont constamment travaillé, sans répit, la main dans la main jusqu'à ces temps

derniers. Toute la somme des nombreuses expériences acquises par M. ZEBADA depuis de longue date constitue, en effet, la garantie qui ne peut nous laisser douter de sa capacité de remplir, mieux que tous les descendants du Chef KALIPE, les fonctions qui lui seront assignées, en attendant que la chefferie de Vogan soit traditionnellement pourvue d'un titulaire en remplacement de M. KALIPE par suite de son grand âge ou de son décès.

C'est donc M. ZEBADA que nous désirons voir servir de trait d'union entre la population entière de Vogan et les Autorités administratives.

La police générale du village de Vogan, la communication de tous ordres administratifs concernant le village de Vogan, la perception des impôts personnels de tous les imposables du village de Vogan, la justice en matière de conciliation dans les formes coutumières, tels sont les rôles que nous voulons essentiellement voir exercer par M. ZEBADA, et ce par intérim, dans l'intérêt général des habitants de Vogan et en étroite collaboration avec l'Administration locale.

Nous sommes persuadés que les Autorités administratives daigneront reconnaître sans difficultés aucune tout ce que nous venons d'exposer ci-dessus.

Et dans l'espoir de cette reconnaissance, nous vous prions d'agréer, Monsieur l'Administrateur, l'assurance de nos sentiments très respectueux.

Stéphan Adoukoé:	Tengué Agbo:	Edmond Anowodji:
Thomas Agbéwolé;	Alofa Avédji:	Stéphan Fanyossé:
Kangni Gavoin;	Ayigblé Azianglé:	Konvi Komlangan:
Augustin Gnadéamenou:	Afanbougbon Klohun:	Mathias Adjra:
Djikou Aziantro:	Afannou Kpon:	Sylvestre Gozo:
Ben Agboto:	Koumavo Ayivi:	Toudji Alidjinou:
Alphonse Tengué:	Kantchan Azobli:	Gnazoubou Agbidi:
John Lotchi:		

L'Agent d'affaires :

Pour copie conforme -

(signature illisible)

Secrétaire Unité Togolaise.

C O P I E

Annexe I

TERRITOIRE DU TOGO

CERCLE D'ANECHO

REPUBLIQUE FRANCAISE

n° 1449

Liberté - Egalité - Fraternité

NOTE POUR MONSIEUR

Jacob KALIPE, Chef de Vogan

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint copie de la requête relative à la chefferie de Vogan que m'ont adressée des habitants de Vogan.

Vous voudrez bien informer les intéressés que les intérêts de Vogan ont été confiés depuis plusieurs années, compte tenu de l'état de santé précaire du Chef Paul KALIPE à son fils Jacob désigné comme chef-adjoint.

Il ne saurait être question actuellement d'envisager une modification quelconque à cet état de choses reconnu par l'Administration et la population du village de Vogan.

Vous voudrez bien en informer les intéressés dont je trouve la démarche inspirée par le sieur Zébada pour le moins inconsidérée./-

Anécho, le 7 juillet 1951

LE COMMANDANT DE CERCLE

(signé) ANDRE

Pour copie conforme
Vogan, le 7 juillet 1951

LE CHEF DU VILLAGE DE VOGAN,

Pour copie conforme -

(signature illisible)

Secrétaire Unité Togolaise

C O P I E

Annexe II

Paul KALIPE
Chef du Canton de Vogan

Vogan, le 6 décembre 1939

Monsieur le Gouverneur des Colonies MONTAGNE
Commissaire de la République Française au Togo

L O M E

Monsieur le Gouverneur,

Faisant suite à l'entretien que vous avez bien voulu m'accorder, je me permets de vous saisir par écrit et directement. Il s'agit toujours de mon fils Jacob Kalipé au sujet duquel je vous ai exprimé toutes les doléances voulues. Vous ferez de moi, Monsieur le Gouverneur un heureux homme s'il vous était possible de lui procurer un emploi à Atakpamé, car ses méfaits sont, des plus intolérables, son attitude comme Chef de village la plus déplorable.

Je ne dirai pas ici tout ce qu'il fait à mon préjudice, prendre des crédits dans les boutiques en mon nom et à mon insu et que je devrai payer moi-même pour lui éviter des histoires. Je me suis toujours opposé à toute pratique révoltante de fétichisme, Jacob au contraire l'encourage en cadotant les féticheurs.

La collecte des souscriptions pour les oeuvres de guerre devait être pour Jacob une nouvelle source des revenus ou il lui sera possible de trouver quelques billets de 100 francs pour son coffre privé. C'est honteux d'un Chef.

Le ciment apporté à Vogan pour le forage des puits du village doit servir à ses travaux personnels. C'est ainsi que 5 barils de ciment ont été volés par lui et employés à ses travaux personnels. M. l'Administrateur FECHOUX a fait une enquête approfondie à ce sujet et devait vous en rendre compte.

Mon fils s'offense du procédé de persuasion et de force que j'emploie pour diriger les femmes enceintes à la Maternité de Vogan; il conseille aux femmes du village de ne pas aller à la Maternité. Cette oeuvre cependant d'une haute portée doit être comprise par mon fils mais c'est le contraire.

La sage femme Christine d'Almeida était pour ainsi dire l'épouse de mon fils Jacob pendant tout son séjour à Vogan. Malgré mes conseils répétés, mon fils n'a jamais cessé de cohabiter avec cette sage-femme jusqu'à son départ de Vogan. Il en est de même avec la sage-femme de Costa, qui, enceinte de trois mois et avortée déjà des oeuvres de mon fils Jacob. Nombreuses sont les femmes des villageois qui sont victimes de sa passion d'amour comme les épouses des nommés Anoukor, Emile Apekou et Animaka.

Vous conviendrez avec moi, Monsieur le Gouverneur, que de ce qui précède, le respect dû à l'autorité indigène du pays est très diminué et qu'un remède s'impose.

C'est pourquoi, confiant en votre haute bienveillance, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir faire trouver un emploi à mon fils Jacob hors du Cercle d'Anécho. La population de Vogan est trop indignée. Elle s'élèverait contre mon fils si elle ne me craignait pas. Je me substitue à elle et demande respectueusement à ce que mon fils soit déplacé le plus tôt possible hors du village de Vogan.

Dans l'attente d'une suite favorable, veuillez agréer, Monsieur le Gouverneur, avec mes remerciements à l'avance, l'expression de mes sentiments respectueusement dévoués.

Pour copie conforme -

Le Secrétaire de l'Unité togolaise

(signature illisible)

C O P I E

Annexe II

Paul KALIPE

Chef du canton de Vogan

Chev. de la Légion d'Honneur

18-90

Vogan, le 4 décembre 1943

A Monsieur le Président du Tribunal de 1er degré,

Monsieur le Président,

Suivant les démarches qu'a pris mon fils Jacob en écrivant à Monsieur le Gouverneur une lettre anonyme contre son grand frère Ferdinand et moi, j'ai fait présenter une requête contre lui. A mon désir, comme son père et chef du canton, je lui demande une punition très sévère. Je sais bien qu'il niera mais, moi, conformément les enquêtes que j'aie faites, je sais que c'est lui l'auteur de la lettre. Il a une fois essayé de faire une chose pareille par suite de laquelle il a été puni en mon nom par le Commandant de cercle. Cette fois ci c'est encore plus grave. M'ayant donné le pouvoir d'un chef de canton et, en honneur de ma médaille de la Légion d'Honneur, je n'exposerai jamais devant mes chefs, c'est-à-dire devant l'administration ce qui ne serait pas vraie; mais en tout cas, je laisse toute l'affaire à vous de bien entrer dedans et me donner satisfaction. Il y a encore quelques personnes que je vous enverrai, ils sont ceux qui entraînent Jacob à faire ces choses. Monsieur le Président, c'est très malheureux de moi de voir mon fils écrire une lettre anonyme contre moi. J'ai proposé de venir vous voir verbalement mais c'est à cause de ma maladie que c'est ratée. En tous cas, montrez-moi Monsieur le Président dans cette affaire que je suis vraiment un chef de canton.

J'ose espérer une satisfaction de ma part et je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mes sentiments très respectueux.

signé : Paul KALIPE

Pour copie conforme :

(signature illisible)

Secrétaire Unité Togolaise

C O P I ECOPIEAnnexe II

Procès-verbal de délibération du Conseil

de la Famille royale de Vogan

L'an mil neuf cent quarante quatre et le deux juin à 21 heures du soir, se sont réunis en Conseil de famille, à Vogan, dans la maison de M. Ayigbolo Glawo, chef de famille, les principaux membres de la famille royale de Vogan ci-après dénommés : 1) Togbonou Djramado, 2) Zébada Gadgbekou, 3) Koudjonou Hoëssodé, 4) Adomé Ahadji, 5) Monti Kouyo, 6) Sodja Ayikouma, 7) Sewovi Glawo, 8) Attiogbé Koudjonou, 9) Kpolo Koudjonou, 10) Lucien Nyanyiko, 11) Kpeto Nyanyiko, 12) Michel Nyanyiko, 13) Bocovi Nyanyiko, 14) Ferdinand Kalipé, 15) Léon Kalipé, 16) Charles Kalipé, 17) Casimir Togbenou, 18) André Togbenou, 19) Keglo Boula, 20) Akoéssou Glawo, 21) Fridolin Zébada, 22) Stéphan Zébada.

L'assemblée expose ce qui suit : -

En 1938, alors qu'il était dans le projet de M. Kalipé, Chef du canton de Vogan, d'aller éventuellement faire quelque séjour en France, il désigna son fils Jacob Amenouglo KALIPE, pour assurer son intérim et le remplacer à sa mort. M. Jacob Amenouglo KALIPE était, à l'époque investi des pouvoirs de chef du village de Vogan, avec l'assentiment des membres de la famille. Mais il était prévu qu'en cas d'abus d'autorité ou d'incapacité professionnelle, le sieur Jacob Amenouglo KALIPE était susceptible d'être immédiatement révoqué de ses fonctions. En effet, depuis son accès au pouvoir, M. Jacob Amenouglo KALIPE ne se conformait jamais aux prescriptions établies par son père, et il abusait de la confiance de tout le village.

Les principaux faits relevés à son actif et qui lui ont été reprochés sont les suivants :- Animosité contre les sages-femmes et les infirmières au service à la maternité de Vogan; enlèvement par voie de vol de cinq barils de ciment de la S.I.P. destinés au travail d'un puits à Vogan; soustraction à son profit d'une somme de 420 francs, déduite d'une somme totale perçue en vue du secours national, escroquerie d'une somme d'argent cotisée par les villageois et destinée à payer la main d'oeuvre pour le travail des rigoles des rues; disposition arbitraire des poulets de son père dans les poulaillers de la ferme; escroquerie d'une somme de 1.000 francs au préjudice de son père; propos désobligeants devant les

sous-chefs sur le compte de son père, qu'il traitait de vieux et incapable d'assumer les fonctions de chef de canton; ambition de se faire titulariser en remplacement de son père; escroquerie des sommes d'argent au préjudice des gens à qui il conseillait d'abattre des palmiers à huile sans autorisation administrative; rapports conjugaux avec ses belles-soeurs et des femmes d'autrui; maintes lettres anonymes contre son père et ses frères et enfin sa condamnation par le Tribunal du premier degré d'Anécho à 3 mois d'emprisonnement et 2.000 francs d'amende pour le délit de dénonciation calomnieuse à l'encontre de son père et de son frère Ferdinand.

Vu tout ce qui précède et en parfait accord avec M. KALIPE, Chef de canton de Vogan, l'assemblée décide que désormais, M. Jacob Amenouglo KALIPE sera déchu de tous pouvoirs à lui conférés précédemment, et que partant tous papiers qu'il croit avoir détenir concernant ses attributions seront considérés comme nuls et de nul effet.

Rien n'étant plus à l'ordre du jour, la séance a été levée à 2 heures du matin.

Dressé à Vogan les jour, mois et an que dessus.

Et avons signé le présent procès-verbal pour servir et valoir ce que de droit: -

1) MM. KALIPE, Chef du canton de Vogan	13) MM. Kpato Nyanyiko, Membre de famille
2) Ayigbolo Glawo, Chef de famille	14) Michel Nyanyiko, "
3) Togbonou Djramado, Membre de famille	15) Bocovi Nyanyiko "
4) Zebada Gadegbekou "	16) Ferdinand Kalipé "
5) Koudjonou Hoessode "	17) Léon Kalipé "
6) Adome Ahadji "	18) Charles Kalipé "
7) Monti Kouyo "	19) Casimir Togbenou "
8) Sodja Ayikuma "	20) André Togbenou "
9) Sewovi Glawo "	21) Keglo Boula "
10) Attiogbe Koudjonou "	22) Akcesso Glawo "
11) Kpolo Koudjonou "	23) Fridolin Zébada "
12) Lucien Nyanyiko "	24) Stephan Zébada "

L'Agent d'affaires

Pour copie conforme

Signé: AHOVEY

signé: illisible

Ahovey Sossa Basile

Pour copie conforme

Anécho - Djamadji

(signature illisible)

Secrétaire de l'Unité Togolaise

Annexe III

Extrait du "TOGO FRANCAIS" - n°2.347
(Lomé)
Lundi 27 août 1951.

COMMUNIQUE OFFICIEL

De graves incidents à Vogan.

pour couper court à des versions mensongères répandues à des fins partisanses, l'administration du Territoire tient à informer le public togolais des graves incidents survenus dans le grand centre Ountchi de Vogan.

Jeudi vingt trois août vers treize heures, un détachement de gardes cercle placé sous les ordres de l'adjoint au commandant de Cercle, a été dans l'obligation d'ouvrir le feu pour dégager le poste administratif de Vogan. Des individus au nombre de trois ou quatre cents, armés de bâtons, de coupe-coupe, de fusils de chasse, lançant des briques et des pierres, menaçaient de mort les gardes cercle. Ces menaces n'étaient pas vaines puisque dans la matinée du même jour, une patrouille avait été assaillie et l'un des gardes jeté à terre, avait reçu plusieurs coups de couteau et de bâton. Ce garde n'avait dû son salut qu'à une prompte intervention du chef de brigade de gendarmerie. D'autres gardes avaient aussi été frappés et atteints par les projectiles, un fusil et des baïonnettes avaient été volés.

Aussi, sommation fut-elle faite à la bande d'individus se dirigeant vers le poste, de se disperser et de rentrer dans le village. Un tir de semonce n'obtint pas plus de résultats que les sommations. Acculés, criblés de pierre, les gardes tirèrent au commandement. Ils cessèrent immédiatement le feu, la bande d'assaillants s'étant dispersée et enfuie.

Malheureusement sept personnes payèrent de leur vie d'avoir écouté les conseils et d'avoir ajouté foi aux assurances d'impunité qui leur avaient été faites par les meneurs. Ceux-ci d'ailleurs avaient par prudence et dès la veille quitté Vogan, laissant à d'autres les responsabilités et les conséquences.

Car devons-nous ajouter l'affaire avait été préméditée : quelques jours auparavant, les conjurés avaient prêté le serment du sang; la nuit précédente le téléphone avait été coupé pour isoler le poste de gendarmerie.

L'ordre est maintenant rétabli, le Commissaire de la République a, vendredi matin, parcouru avec le Chef Jacob Kalipé et les notables, les rues de la cité de Vogan salué par tous. Il a constaté la réouverture des boutiques et l'activité du marché.

Il reste à déplorer le sort des malheureuses victimes de ces agitateurs dont la violence verbale égale la prudence physique et qui fuient à la seule annonce du danger.
